

Mai 68 : une répétition générale ?

La bourgeoisie française a vécu Mai 68 comme un coup bas du sort : quoi ! alors que la France connaît depuis 15 ans une expansion économique ininterrompue ; que le pouvoir d'achat des salariés a doublé ; que le chômage « frictionnel » affecte à peine 3 p. cent de la population active ; que la question coloniale est enfin résolue, les institutions de l'État restaurées, le prestige national rétabli ; que les Français, enfin, vivent pour la première fois depuis longtemps, dans la prospérité, la paix, la stabilité, l'ordre, le progrès et la considération générale : des « journées-révolutionnaires » à Paris ! la France paralysée par la plus grande grève générale de son histoire ! Son image ternie par les convulsions de l'Émeute ! Les porte-parole de la classe dominante s'étranglent littéralement d'indignation devant ce pied-de-nez de l'Histoire...¹

Pour eux, Mai 68 est une période de démence collective, de délire national, où les Français, repus mais avides de sensations fortes, se donnent la comédie d'une révolution du XIX^e siècle.

Un psychodrame, dit Raymond Aron, où rien de ce qui se dit ou fait n'est sérieux : ni le PCF, ni les enragés ne sont réellement décidés à s'emparer du pouvoir par la force. Les barricades sont « symboliques ». La « guérilla urbaine » ignore le P 38. La courbe de mortalité chute même sensiblement du fait de la grève des pompistes ! « Marathon de la parole », « défolement collectif » ; Mai 68 constitue une immense fête, durant laquelle les Français vivent tout ce dont ils

sont privés en temps ordinaire, échangent les rôles, inversent les valeurs, exorcisent symboliquement les frustrations de la « société de consommation », d'autant plus sereinement que chacun sait qu'après le Carnaval, les choses rentreront dans l'ordre...

Pour la bourgeoisie française, la surprise, l'incompréhension sont totales. Elles rendent compte d'ailleurs du prodigieux succès initial du mouvement, de la vague d'unanimité qui tout d'abord l'accompagne. Pourtant les signes annonciateurs n'ont pas manqué, perçus et présentés comme tels par les marxistes-révolutionnaires : grèves longues et dures dans la métallurgie et la chimie en 1966-1967. Chez Dassault, en pleine campagne électorale ; aux chantiers navals de Saint-Nazaire, chez Rhodiaceta, chez Berliet — renouant avec la tradition oubliée des occupations d'usine. Émeutes régionales à Caen, à Redon, à Mulhouse, au Mans. Ces explosions sectorielles ne sont pas fortuites écrit *Avant-Garde-Jeunesse*, organe de la *Jeunesse communiste Révolutionnaire*. « Elles sont le symptôme le plus net d'un mouvement national profond, diffus et qui se cherche. »²

Mais la classe dominante croit en son idéologie : les progrès de la production et de la consommation de masse sont censés promouvoir une société où les tensions remplacent les conflits, les « querelles » les ruptures, les négociations les révolutions... Lorsque la réalité fait valoir ses droits, la « classe politique » est frappée de stupeur et multiplie les boulettes.

En réalité, Mai 68 n'est ni un psychodrame, ni une crise d'épilepsie, ni un exorcisme. C'est la première grande crise du « late-capitalism » ou capitalisme monopoliste d'État. En tant que telle, elle est riche d'enseignements sur les nouveaux contenus, les nouvelles formes, les nouveaux acteurs de la lutte des classes en Europe occidentale. Sur ses potentialités révolutionnaires, comme sur ses limites.

Révolution du troisième type

De tous les courants du mouvement ouvrier, les marxistes-révolutionnaires étaient sans doute les mieux préparés politiquement à affronter la secousse tellurique de Mai 68.

Dans le vaste débat stratégique qui polarisait la gauche du mouvement ouvrier européen, au début des années 60, Ernest Mandel et la IV^e Internationale, défendaient des positions sans équivoques. Contre ceux qui affirmaient qu'en l'absence définitive de catastrophes

économiques ou militaires dans les pays capitalistes avancés, le prolétariat ne pouvait se comporter qu'en force réformiste ; contre ceux qui prétendaient, symétriquement, que le retour probable de ces catastrophes reconstituerait le prolétariat en classe-révolutionnaire ; Mandel répondait en soulignant *la spécificité des crises socio-politiques que mûrissait le capitalisme européen*, et partant, la spécificité du processus de transition au socialisme dans ces pays. Il y a divers types de crises pré-révolutionnaires, disait-il en substance³.

Il y a les crises d'effondrement de l'État, sous le coup d'une défaite militaire (Allemagne 1918 ; France, Italie 1945...). Il y a les crises d'effondrement social sous l'effet d'une catastrophe économique (Allemagne 1929...). Mais il y a également des crises potentiellement révolutionnaires, distinctes de ces crises d'effondrement : la grève générale de juin 1936 en France, par exemple.

Si les crises d'effondrement de la société ou de l'État sont improbables en Europe occidentale dans un avenir prévisible, admettait Mandel, les crises du troisième type sont au contraire inéluctables, en raison du développement des contradictions néo-capitalistes. A preuve, la grève générale belge de décembre 1960 et janvier 1961. D'autres explosions généralisées de lutte, plus puissantes, se produiront à moyen terme dans les métropoles capitalistes d'Europe occidentale ouvrant la voie à un processus spécifique de transition au socialisme.

Les trotskistes français, formés à cette école, plaçaient donc au centre de leur hypothèse stratégique, la perspective de ce que Rosa Luxemburg appelait une « grève en masse »⁴. Ils suivaient attentivement les progrès de la combativité populaire, particulièrement nets depuis 1963, vérifiant tous les « clignotants » de la radicalisation ouvrière : courbes des jours chômés pour faits de grève, score des syndicats aux élections professionnelles, des partis ouvriers aux élections politiques ; caractère des grèves, manifestations, etc.

Ils cherchaient à concentrer leurs forces sur les terrains les mieux à même de produire « l'étincelle qui embraserait la plaine ».

Ils ont donc été comblés (au-delà de toute espérance, il est vrai), par l'événement, et ont joué un rôle sans commune mesure avec leur importance numérique et leur implantation.

Mais si l'assimilation vivante de l'expérience du prolétariat européen, théorisée par le marxisme-révolutionnaire a permis ce résultat (et ces conséquences : la fondation de la Ligue communiste, l'hégémonie trotskiste sur l'extrême gauche française), bien des aspects du mouvement de Mai-Juin ont été mal perçus ou incompris. L'excès de mémoire historique ne va pas quelquefois sans atrophie de

l'imagination. La référence, délibérée ou inconsciente, aux grands précédents, réduit la sensibilité au nouveau. Notre lecture immédiate de Mai 68 fut à la fois quelque peu lacunaire et, malgré la typologie de Mandel, quelque peu biaisée par une grille d'interprétation venue, via la « maladie infantile », de la Révolution russe.

Cet article vise à rouvrir le débat sur cette période-clé de notre histoire récente, si riche d'enseignements stratégiques.

* * *

La crise de Mai-Juin 1968 résulte du télescopage de trois processus distincts : le soulèvement de la jeunesse scolarisée, le mouvement revendicatif des travailleurs, la crise du régime bonapartiste. C'est ce télescopage qui confère au Mai français son caractère spécifique. La révolte de la jeunesse contre la « société de consommation » — ce qu'Edgar Morin appelle la « révolution juvénile » — constitue en effet, un phénomène universel, présentant des caractéristiques communes dans tous les pays capitalistes avancés. Mais dans la plupart de ces pays (USA, République fédérale allemande, Grande-Bretagne, Japon), non seulement cette révolte ne gagne pas la masse des travailleurs, mais encore elle se heurte à leur hostilité active. C'est en Italie que la désynchronisation entre la radicalisation des étudiants et celle des travailleurs est la moins forte. Mais l'existence d'un régime parlementaire (et de partis ouvriers depuis longtemps frappés du crétinisme du même nom) empêche que la crise sociale n'ouvre une phase de « vacance du pouvoir ».

S'il en va autrement en France, et en France seulement, c'est parce que le coup de force du 13 mai 1958 y a installé un régime d'exception, le bonapartisme gaulliste, dont les procédures accroissent considérablement la puissance de déflagration des conflits sociaux.

1. Le soulèvement de la jeunesse scolarisée

Le mouvement de la jeunesse scolarisée confère à Mai 68 sa physionomie spécifique, la plupart des traits par lesquels il se distingue des grands mouvements sociaux du passé. C'est lui qui porte et diffuse, notamment, l'aspiration à « changer la vie ». Son universalité suggère que plus qu'aucun autre, il est le produit des contradictions nouvelles du système et manifeste ses nouveaux conflits.

Comme groupe social, la jeunesse scolarisée se trouve à l'intersection de trois ensembles plus vastes — la jeunesse, la

population scolaire, l'intelligentsia — dont elle concentre les contradictions :

● *Crise de civilisation*

En tant que composante de la jeunesse, les étudiants et les lycéens vivent intensément la crise de la civilisation bourgeoise. Cette dimension idéologique de la crise du capitalisme monopoliste d'État, si nous en parlions beaucoup, est sans doute celle que nous avons le plus méconnu (et que nous continuons à méconnaître). Le développement du mode de production capitaliste, son extension à toutes les sphères de la vie sociale, rendent caduques les valeurs, les croyances, les représentations du monde et de l'homme héritées du XVIII^e siècle. Le hiatus entre la réalité technique, économique, sociale des pays capitalistes avancés et les grandes idéologies traditionnelles va croissant. Cela vaut pour les représentations religieuses, comme pour les grandes idéologies laïques, l'humanisme rationaliste et libéral notamment, particulièrement vivace en France depuis 1789.

Ces idéologies ont en commun un idéal de subordination de l'individu à une cause transcendante (qu'elle soit sacrée : le salut de l'âme ; ou profane : la quête du Juste, du Vrai, du Progrès) ; une éthique de l'effort, de l'ascèse, du renoncement aux jouissances immédiates comme accession aux vraies valeurs ; à quoi la culture humaniste-rationaliste ajoute son « idéal du moi », hyper-individualiste.

Sur quoi peut se fonder l'unité de sociétés privées de croyance commune, demande Arnold Toynbee ? La civilisation occidentale a perdu tout consensus religieux ; les grandes idéologies structurées sont en déclin.

L'idéal technocratique de l'efficacité et de la rationalité économique ne supplée pas à ces naufrages.

D'autant que l'expansion capitaliste a détruit (par l'urbanisation, la mobilité professionnelle et géographique, la généralisation de la production marchande) l'univers relativement balisé, organisé, à évolution lente des premiers âges de l'industrialisation, et tous les réseaux de relations stables, de communication, d'échange qu'il sous-tendait.

Le soulèvement de la jeunesse, en Mai 68, est une réaction à la fois contre l'idéal de l'individu bourgeois, frappé d'obsolescence ; et contre « l'individu-masse », l'homme de la « foule solitaire » que produit à la chaîne le capitalisme monopoliste d'État.

A l'ascétisme du premier, la jeunesse oppose son aspiration à « *vivre sans temps morts, à jouir sans entraves* », selon le mot d'ordre

superbe des situationnistes. Exigence de satisfaction immédiate et non restrictive des désirs. Refus des contraintes, des « sacrifices », voire de l'effort.

A l'inconsistance, la solitude, la passivité du second, la jeunesse oppose son aspiration à communiquer, à communier, à agir ensemble ; son désir de vivre pleinement sa socialité. Ce double refus et ces aspirations, fondent la dimension de « révolution culturelle » de Mai 68 : contestation des valeurs, des modèles de comportements, du mode de vie néo-capitaliste ; remise en cause globale de tous les rapports sociaux : rapports de production, mais aussi rapports amoureux, rapports au savoir, rapports au pouvoir...

Effort pour inventer un nouveau style de vie, une nouvelle hiérarchie de valeurs, de nouvelles relations aux autres et au monde, en rupture radicale avec le mode d'existence antérieur. Cette dimension — dont Jean-Marie Vincent souligne à juste titre la profonde ambiguïté⁵, est présente et active dans l'après 68 : elle nourrit en particulier ce que la grande presse a appelé le « gauchisme culturel » : mouvement des communes, des minorités sexuelles, des femmes, des écologistes... Elle imprègne en réalité, sous des formes et à des degrés divers, tous les mouvements sociaux.

● *Crise de l'école*

Les étudiants et les lycéens vivent simultanément la crise de l'Institution scolaire. Contrairement à la précédente, cette dimension de la révolte de la jeunesse scolarisée, nous la maîtrisons à peu près.

Les années 60 sont celles du boom scolaire et universitaire. De 1960 à 1968, les effectifs passent de 200 000 à 600 000 étudiants. Cette expansion spectaculaire renvoie à la nouvelle place qu'occupe le travail intellectuel dans la division technique et sociale du travail : le capitalisme monopoliste d'État a besoin de forts contingents de salariés hautement et moyennement qualifiés pour mettre en œuvre les techniques de production nouvelles et assumer l'encadrement de l'armée croissante des OS. La satisfaction de ces besoins capitalistes en main-d'œuvre implique une transformation radicale du système de formation, que la bourgeoisie française s'avère incapable de mettre en œuvre.

Les portes de l'enseignement supérieur et secondaire s'ouvrent aux enfants de la petite-bourgeoisie, et dans une moindre mesure, de la classe ouvrière. Mais les structures et les méthodes de l'enseignement ont peu varié depuis le XIX^e siècle. Il en résulte une inadéquation flagrante de l'université française à son nouveau public et à ses nouvelles fonctions.

— *Inadéquation du contenu* de l'enseignement : les nouveaux étudiants attendent de l'Université l'acquisition d'une formation professionnelle supérieure, ouvrant les portes des carrières prestigieuses que l'expansion capitaliste a multiplié. L'université libérale leur offre l'accès aléatoire et inconfortable à cette culture générale « d'honnête homme » que la crise de l'humanisme bourgeois vide précisément de tout attrait.

— *Inadéquation des méthodes* : les méthodes traditionnelles d'enseignement pouvaient s'appliquer sans trop de dommage aux « héritiers » d'antan. Elles sont largement inefficaces pour une population scolaire qui ne bénéficie plus du même « background » culturel.

— *Inadéquation des moyens* : pour le grand capital français en pleine restructuration, la part du budget allouée à l'Éducation nationale diminue d'autant les commandes d'État lucratives et les subventions. Elle doit donc être appréciée au plus juste. Le boom universitaire s'effectue dans la pénurie.

— *Inadéquation des débouchés* : comme le note justement Edgar Morin cette inadéquation prend deux formes apparemment contradictoires, en réalité complémentaires : l'inadéquation de la formation reçue et des postes de travail disponibles : en nombre croissant, les étudiants ne trouvent pas de travail à leur niveau de qualification ; la trop grande adéquation des débouchés proposés à la fonction de chiens de garde du capital (ce à quoi, en nombre croissant, les étudiants se refusent).

En bref, l'Éducation nationale est devenue une poudrière. Comme le souligne Claude Lefort cette « poudrière ne constitue en rien une réalité singulière, marginale »⁶.

L'Université française présente une combinaison d'archaïsme et de modernité assez représentative, finalement, de la société française dans son ensemble. Le pouvoir, aux mains du mandarinat professoral, relève du pré-capitalisme, tandis que la réforme technocratique Fouchet-Aigrain entre en application... Rien d'étonnant à ce que d'autres couches sociales se soient reconnues dans le conflit universitaire.

● *La fonction d'intelligentsia*

En tant que composante du groupe social des intellectuels, les étudiants assument la fonction classique de l'intelligentsia, celle que Lénine désignait sous l'image de la « plaque sensible » et qu'Alain

Touraine définit comme « *capacité à exprimer des conflits et à mener des luttes que les catégories ou classes sociales plus massives ne sont pas encore assez constituées pour entreprendre* »⁷. A mettre sous cette rubrique, et l'engagement du mouvement étudiant au côté de la révolution coloniale — la lutte de libération nationale du peuple algérien d'abord ; la révolution indochinoise ensuite et son aptitude à sentir, à exprimer, à promouvoir le conflit fondamental qui travaillait alors la société gaulliste : conflit entre l'autoritarisme croissant, fait d'archaïsme et de technocratisme, que l'État omniprésent exerce sur la société française. Et l'aspiration des travailleurs — mieux qualifiés, plus cultivés, ayant incorporé tout un ensemble de besoins nouveaux — à plus d'égalité dans l'accès aux biens sociaux : non seulement aux biens matériels mais aussi au pouvoir, à la libre détermination de leur vie de travailleurs et de citoyens.

Ce conflit va en s'aiguissant de 1963 à 1968 : les directions réformistes s'avèrent incapables, même sur leur terrain, de lui donner une traduction politique. Le PCF voit dans le pouvoir du général De Gaulle le fourrier du fascisme. Il est convaincu que toute mobilisation de masse un peu offensive mène à l'aventure. En conséquence il se bat à reculons, à coup de journées nationales d'action et de grèves tournantes. Le piètre succès de ces initiatives le confirme encore dans son extrême prudence.

La contradiction entre la combativité croissante des travailleurs et la politique timorée des directions réformistes s'exacerbe. Ça et là, elle éclate en débordements partiels. Cette contradiction, le mouvement étudiant va délibérément s'efforcer de la dénouer, quitte à passer par-dessus la tête des directions traditionnelles du mouvement ouvrier.

● *La commune étudiante*

La révolte de la jeunesse scolarisée engendre le mouvement de contestation anti-impérialiste, anticapitaliste, antibureaucratique qui, parti de Nanterre en 1967, culmine dans l'épreuve de force des « 6 glorieuses » : la semaine de bataille de rue du 3 au 10 mai. Cette épreuve de force s'achève, on le sait, par une victoire totale du mouvement étudiant. Le gouvernement Pompidou cède aux 3 préalables des « barricadiers » : la libération des militants emprisonnés, la réouverture des facultés, l'éloignement des flics des campus universitaires. Cette victoire sur toute la ligne inaugure l'ère de la « Commune étudiante », dont l'archétype est la Faculté de lettres de Paris, sanctuaire de la culture humaniste et du pouvoir mandarinal : Dans la

Sorbonne désacralisée, couverte de graffitis et de drapeaux rouges, le pouvoir officiel est aboli. Veille au grain un « comité d'occupation » élu par l'assemblée générale quotidienne des occupants, révocable à tout un instant et responsable devant elle. A quoi s'occupe la Commune sorbonnarde ? Il faut distinguer, avec Jean Lacouture, entre Haute et Basse Sorbonne. La Sorbonne-basse, celle des amphithéâtres est la Sorbonne révolutionnaire. Son problème est l'extension du mouvement à toute la jeunesse, puis à la classe ouvrière, en vue d'une franche explication avec le régime. La Sorbonne-haute, celle des salles de travaux pratiques, s'adonne au contraire à la réforme tous azimuts de l'enseignement et de la recherche. La généralisation de la grève ouvrière, après les manifestations unitaires du 13 mai, donne la décision à la Sorbonne-basse.

● *Une convulsion vermiculaire ?*

Edgar Morin souligne la dimension de jeu permanent de la commune-étudiante : « *jeu guérilla, jeu planétaire, dans le sens où enfin les événements permettaient de mimer sérieusement (comme tout grand jeu) les barricades de l'histoire de France et les guérillas du « Che » Guevarra.* »⁸

Thème repris sur un mode autrement sarcastique par Pierre Goldman⁹ (« *sous des figures ludiques et masturbatoires, les étudiants satisfaisaient leur désir d'histoire* »), Régis Debray (« *Il ne se passa rien dans le Mai des étudiants... Cette convulsion vermiculaire* »¹⁰) et bien d'autres... D'une façon générale, nombreux sont ceux qui trouvèrent dérisoire, indécent, « obscène », ce « mime » juvénile de la Révolution, alors que la terreur contre-révolutionnaire armée se déchainait aux quatre coins du monde.

Ceux-là ne comprennent pas la fonction politique de la symbolique étudiante. Les manifestations pseudo-insurrectionnelles, les forêts de drapeaux rouges, les barricades, les occupations de facultés, toutes ces transpositions inspirées de la tradition révolutionnaire, de la classe ouvrière française, ne représentent pas seulement une imitation grotesque des « journées » parisiennes de 1848, matinée d'un zest de Révolution russe, elles constituent autant de *signes* visant à rendre audible le message étudiant, un *langage* par lequel le mouvement étudiant s'adresse à la classe ouvrière par-dessus la tête des bureaucrates.

Ce message, parfaitement reçu, dit en substance : « *Assez de la routine syndicale qui accumule les défaites. Assez des coups d'épingles dans le pachyderme gaulliste. Assez du respect superstitieux de la légalité. Cessons de subordonner les revendications à une hypothétique*

victoire électorale de la gauche désunie. Tout ce qui a été arraché par les travailleurs, dans ce pays, l'a été par l'action directe, la mobilisation révolutionnaire des masses. Contre une mobilisation de ce type, le pouvoir gaulliste ne peut rien. » Ce langage nouveau, la classe ouvrière allait l'entendre, puis à son tour le parler.

2. La Grève générale

Si, selon l'expression consacrée, l'étincelle étudiante a mis le feu à la plaine ouvrière, c'est qu'au terme de 10 années de sécheresse gaulliste, celle-ci était prête à s'embraser... Jacques Kergoat établit minutieusement dans ce numéro l'ampleur de l'arriéré revendicatif accumulé depuis l'avènement de la V^e République. On ne s'y arrêtera donc pas. Souvenons-nous simplement qu'en vue de conforter le capitalisme français face au déchainement de la concurrence internationale — l'année 1968 est celle de l'abolition des barrières douanières au sein du Marché commun — le pouvoir gaulliste déclenche une offensive sans précédent contre le pouvoir d'achat et les conquêtes sociales des travailleurs : blocage des salaires, intensification des cadences, atteintes au droit de grève, démantèlement de la Sécurité sociale...

Il le fait avec la morgue anti-ouvrière qui lui est propre, en recourant à la procédure des pleins-pouvoirs, au gouvernement par décret. Cet exemple d'autoritarisme donné au sommet est suivi à tous les échelons de la hiérarchie administrative et patronale. Les travailleurs sont atteints dans leur dignité autant que dans leurs conditions d'existence.

Parmi eux se renforce la volonté non seulement de liquider l'arriéré revendicatif, mais aussi de prendre leur revanche sur un pouvoir qui les humilie et les opprime depuis dix ans. D'où leur grande réceptivité à la démonstration étudiante, après la capitulation sans conditions du gouvernement Pompidou. Les plus réceptifs aux nouvelles aspirations et aux nouvelles formes de lutte sont, d'une part, les jeunes travailleurs qui les premiers exigent dans leurs entreprises qu'on rompe avec le train-train réformiste pour faire « comme les étudiants ». C'est eux qu'on retrouve aussi très vite dans les amphis et sur le périmètre chaud des V^e et VI^e arrondissements.

Egalement réceptifs s'avèrent, d'autre part, certains secteurs de salariés très qualifiés, techniciens de production ou travailleurs intellectuels des « grandes organisations » soumises depuis peu à la rationalisation capitaliste du travail (Centre d'étude atomique de Saclay, bureaux de recherche, mass-médias)... Ceux-là, poussent à la

grève générale, dès le 14 mai 1968 au retour de la manifestation unitaire du 13. Sud-Aviation Bouguenais, Renault Cléon, Renault Flins... Chaque jour amène son chapelet d'occupations d'usines... La grève va faire tâche d'huile jusqu'au 30 mai, puis refluer lentement lorsque les directions réformistes accepteront la diversion électorale...

● *Haut niveau de combativité. Bas niveau de conscience*

Facteur décisif de son extension : l'attitude des cellules communistes et de la CGT, qui dès le 16 mai vont « chevaucher le tigre ». Le PCF pousse à la généralisation pour reprendre le contrôle du mouvement en assurant sa représentation nationale. Si donc le débordement des appareils réformistes par une partie de la base ouvrière est une réalité, ce débordement n'est pas le fait, et il s'en faut de beaucoup, des dix millions de grévistes. Le gros des travailleurs entre initialement en lutte, le plus souvent, à l'initiative et sous le contrôle des appareils syndicaux. Il serait donc parfaitement abusif de considérer le mouvement qui submerge les universités et celui qui déferle sur les usines comme de même nature. S'ils sont ambigus et composites l'un et l'autre, comme tout grand mouvement social à ses débuts, leur centre de gravité n'est pas le même. Le mouvement étudiant place rapidement au second plan ses velléités de réformes universitaires et concentre ses efforts sur la transformation révolutionnaire de la société. La grève ouvrière demeure un mouvement revendicatif beaucoup plus traditionnel dans ses objectifs et ses formes de lutte. Elle revêt un caractère révolutionnaire plus par son ampleur, sa combativité, que par ses buts conscients et ses formes d'organisation. Son centre de gravité est et demeure la satisfaction de revendications.

Certes, on peut citer de nombreux exemples de lutte rompant dans les faits avec la pratique réformiste. Mais les cas de « grève active » sont précisément figure d'exception¹¹. Et ceux d'occupation d'usine sans revendications circonstanciées témoignent du haut niveau de combativité, du fort degré de ras-le-bol, mais pas nécessairement du haut niveau de conscience politique des grévistes.

D'une façon générale les revendications de contrôle ouvrier, de prise de pouvoir concret dans l'entreprise ont été rares, de même qu'on a été exceptionnelles les formes d'auto-organisation démocratique du mouvement. Le débordement des directions portait sur la tactique des luttes plus que sur leur contenu. Ce qui explique la facilité relative avec laquelle ces directions reprisent le contrôle de la grève dès lors qu'elles décidèrent de la généraliser. Au plus fort du mouvement, s'est sans doute imposée l'idée qu'il fallait chasser le pouvoir gaulliste et lui

substituer un gouvernement de la gauche unie. On n'explique pas autrement le refus du « constat » de Grenelle.

Mais, dans l'ensemble, ce qui caractérise le Mai ouvrier français c'est le contraste entre le haut niveau de combativité des travailleurs et leur niveau de conscience relativement bas.

Et comment pouvait-il en être autrement ?

Contrairement aux étudiants, dont la radicalisation est pour une large part de nature idéologique (qu'on se souvienne de l'importance décisive de la révolution coloniale dans la politisation étudiante), la radicalisation ouvrière s'effectue sur la base de l'expérience historique de lutte du prolétariat. Or, en 1968, cette expérience, largement déterminée par vingt ans d'expansion sans précédent du capitalisme français et de domination sans partage des appareils réformistes sur la classe ouvrière, est insuffisamment ample et riche pour permettre d'emblée le développement d'une conscience révolutionnaire de masse parmi les travailleurs. Dans leur immense majorité les salariés veulent payer un moindre tribut à l'expansion capitaliste, s'en arroger une meilleure part. Ils n'en contestent pas encore, dans leur masse, les modalités et les finalités.

D'autant que de vastes secteurs de la classe sont encore sous le coup de la faillite des espoirs de la Libération, de la défaite sans combat de 1958, de la semi-apathe qui s'en est suivie dans la pratique des luttes (semi-apathe dont la tactique syndicale des « pressions-négociations » constitue le symbole). D'autant encore, que le secteur le plus exploité de la classe, les travailleurs immigrés — un ouvrier d'industrie sur quatre — se trouve dans une situation particulièrement peu propice à la résistance organisée.

Ce qui eut été surprenant, c'est qu'une classe ouvrière sortant d'une telle expérience historique se soit d'emblée mobilisée pour le contrôle ouvrier et les revendications transitoires. *Son bas niveau de conscience en 1968 est le fruit de toute l'époque historique de l'après-Deuxième Guerre mondiale*, époque de recul du mouvement ouvrier en Europe, d'expansion et de réorganisation capitaliste, d'intégration croissante des appareils bureaucratiques à l'ordre bourgeois.

Mais, peut-on en déduire avec Alain Touraine que la classe ouvrière a perdu son potentiel révolutionnaire en même temps que l'émiettement du travail lui faisait perdre son autonomie professionnelle ? Que sa modération relative en Mai, confirme bien qu'elle a cessé de combattre pour un nouvel ordre social, se contentant d'exiger toute sa place dans la société capitaliste ? Que la nouvelle classe révolutionnaire de la « société post-capitaliste » est la « classe technique », produit du nouveau bond en avant des forces productives,

classe dont les étudiants constituent le secteur en formation ?

Evidemment non : ces conclusions procèdent d'une analyse a-historique, objectiviste des attitudes ouvrières. Elles ne tiennent aucun compte de l'expérience concrète que la classe ouvrière vient de vivre, de la pratique historique de lutte qu'elle a connu, des formes de conscience politique que cette expérience et cette pratique ont engendrées.

Elles sont au demeurant démenties par l'évolution ultérieure de la lutte des classes : comment s'explique un mouvement comme celui des Lips dans la problématique de Touraine ? Comment s'explique le mouvement des conseils italiens ?

S'il faut donc se garder d'une vision mythique de la grève générale de Mai, la présentant comme le prélude immédiat de la révolution socialiste, il faut se garder tout autant d'en ériger les limites en attributs indépassables de la classe ouvrière moderne. Il faut au contraire percevoir ce que cette mobilisation ouvrière recélait de potentialités anticapitalistes. Potentialités s'actualisant dans certain cas de pointe, et confirmées par les poussées de lutte ultérieures. Potentialités qu'une politique révolutionnaire du mouvement ouvrier, centrée sur la promotion de revendications transitoires et l'auto-organisation ouvrière, aurait sans doute, à terme, amenées à un épanouissement.

3. Un régime sans fusible

« *La crise de Mai a surgi dans un régime fondé à ce point sur la magie d'un homme, écrit Raymond Aron, qu'avec le charisme du chef, tout s'effondrait, société comme Etat.* »¹² C'est là, la troisième dimension de la crise, sa dimension spécifiquement française, celle qui confère au mouvement son exceptionnelle acuité.

Le régime bonapartiste instauré par le coup d'Etat du 13 mai 1958 concentre sans cesse davantage la réalité du pouvoir dans l'exécutif, marginalisant partis et syndicats, brocardant les « notables », réduisant les assemblées élues à l'état de chambre d'enregistrement. Le général-président pousse à son paroxysme la centralisation bureaucratique française : les problèmes se règlent loin des lieux où ils se posent, dans le dos des intéressées, au sommet de la hiérarchie administrative. Du coup le moindre conflit devient à 100 p. cent politique, oppose les citoyens à l'Etat, concentre tous les mécontentements contre le pouvoir central.

Ces conflits sont d'autant plus aigus que, dans sa haine des notables, De Gaulle choisit le plus souvent son personnel dirigeant

parmi les haut-fonctionnaires (et non plus parmi les « politiques »), technocrates à l'abri du suffrage universel, indifférents aux effets humains de leurs décisions, imbus de l'autoritarisme traditionnel de l'administration française encore aggravé par le mépris aristocratique que le chef suprême prodigue ouvertement à ses sujets.

Les dix premières années de la V^e République, instituent non seulement une période d'extension considérable de l'intervention de l'Etat, mais encore cet Etat dont on accroît sans cesse les fonctions et les personnels, se fait de plus en plus autoritaire, oppressif, kafkaïen.

Le pouvoir gaulliste, selon la belle expression de Raymond Tournoux est « un régime sans fusible » : les tensions qu'il produit dans toutes les sphères de la société ne trouvent pas d'exutoire, et donc s'accumulent jusqu'à court-circuiter la machine d'Etat. Mieux, ces tensions, le pouvoir ne peut pas même en mesurer l'ampleur. Celle-ci ne se révèle qu'a posteriori, après l'explosion.

● 3 jours qui ébranlèrent la France

Ce mode bonapartiste d'exercice du pouvoir rend compte non seulement de l'acuité de la crise, mais aussi des bévues gouvernementales qui n'ont pas peu contribué à l'alimenter. Le pouvoir commence par sous-estimer gravement le sérieux de la situation. Dans la première quinzaine de Mai, Pompidou, puis De Gaulle, s'en vont en tournées protocolaires. A son retour, le 11 mai, Georges Pompidou cède aux exigences étudiantes, espérant désamorcer ainsi ce qu'il considère encore comme un chahut de potaches. L'effet obtenu est tout différent, ce que lui reprochera amèrement le général De Gaulle.

Celui-ci s'essaye à son tour à faire rentrer le fleuve dans son lit. Sans plus de succès : le vendredi 24 mai, devant la généralisation de la grève, De Gaulle recourt à l'arme dérisoire du référendum, comme au plus fort du drame algérien !

Parade on ne peut plus maladroite — le référendum-plébiscite apparaît comme le symbole des pratiques contre lesquelles s'élèvent 9 millions de travailleurs et de jeunes. La grève s'étend encore. Pompidou remonte donc à nouveau en première ligne : les 25 et 26 mai, à son initiative, gouvernement, CNPF et syndicats ouvriers négocient le « protocole d'accord » de Grenelle. Echec encore : le lundi 27, 12 000 travailleurs de Renault Billancourt refusent de brader la plus puissante grève de l'histoire de France contre des augmentations de salaires. Refus confirmé par d'innombrables assemblées de grévistes dans tout le pays. Ainsi, ni la clémence de Georges, ni le charme gaullien, ni les bons offices de Séguy ne parviennent à

ramener la France au travail. Après 3 semaines de troubles, le mouvement poursuit sa courbe ascendante.

La grève paralyse la production, sape l'autorité, libère les énergies. L'Etat, bafoué, semble suspendu dans les airs. Ses grands commis, reclus dans les préfectures, les administrations, les ministères, ne sont plus ni informés, ni consultés, ni obéis. L'appareil étatique n'embraye plus sur la société civile. Il y a « vacance du pouvoir »¹³. Mais il faut bien que le pays vive. Si le gouvernement ne rétablit pas très vite la situation, c'est-à-dire avant tout, s'il n'amorce pas la reprise généralisée du travail, une administration informelle, parallèle, indépendante de lui, liée aux partis et syndicats ouvriers risque de se mettre en place, ne serait-ce que pour répondre aux besoins élémentaires de la population. Se profile le spectre de la dualité de pouvoir¹⁴.

*
* *

27-28-29 mai : les 3 jours qui ébranlèrent la France. Le refus ouvrier des accords de Grenelle lève un vent de panique dans les sommets de l'Etat. Des ministres, des gaullistes de vieille souche adjurent le général de démissionner¹⁵. Des parlementaires tournent leurs vestes comme dit Tournoux : « *le monde n'est pas peuplé de héros* » ; des technocrates font leur valise, évacuent leur famille. Le vieux bonaparte a perdu le sommeil. Il traverse ce que Pompidou appellera « un passage à vide ». A 71 ans, il répugne à entrer dans l'Histoire comme le massacreur des étudiants et des ouvriers parisiens, le Gallifet d'une nouvelle Commune. Il songe à s'en aller, comme en 1946, laissant une fois encore « *les Français à leurs démons* »¹⁶...

Au gouvernement, dans la « classe politique », la conviction prévaut que le général est fini. Chacun y va désormais de sa solution de rechange : Mitterrand propose la mise en place, sous sa présidence d'un « *gouvernement provisoire de gestion, assurant la remise en marche de l'Etat, la satisfaction des justes revendications des divers groupes sociaux, l'organisation des élections présidentielles* ». Mendès France s'affiche au meeting réputé gauchiste de Charléty (50 000 manifestants). Waldek-Rochet réclame la formation d'un « *gouvernement d'Union démocratique avec des ministres communistes* », Séguy appuie cette exigence en mobilisant 600 000 travailleurs dans un défilé monstre, le mercredi 29 mai de la Bastille à Saint-Lazare... Côté gaulliste, on organise l'Action civique, les Comités de défense de la république (CDR). Deux régiments de paras du Sud-Ouest sont transférés dans la région parisienne, au camp de Frileuse. Ils viennent

renforcer la deuxième brigade blindée de Saint-Germain-en-Laye...

C'est dans ce contexte qu'on apprend le 29 mai, l'évaporation du général. Son hélicoptère n'est pas arrivé à Colombey-les-Deux-Eglises, où il était attendu. Pendant que l'immense cortège cégétiste s'étire d'Est en Ouest dans Paris déserté, les sommets de l'Etat se chuchotent la stupéfiante nouvelle : le président de la République a disparu ! Que serait-il advenu si De Gaulle, dépressif et brisé, avait alors quitté le pouvoir ? Difficile à dire. Son départ aurait certainement comme le pensait Pompidou, donné un coup de fouet à la grève et le coup de grâce au régime. Un gouvernement provisoire Mendès-Mitterrand-Waldek serait peut-être sorti de la rue... ouvrant aux révolutionnaires un nouveau champ de possibilités. Mais pourquoi rêver : le général-président était aller préparer sa riposte, en compagnie de Massu, à Baden-Baden.

Le mouvement ouvrier, PCF inclu, était à la limite disposé à ramasser le pouvoir gouvernemental, si le chef de l'Etat perdait la tête. Il n'était nullement décidé à le lui disputer par la mobilisation des masses, même si 10 millions de grévistes le souhaitaient. Comme il s'était précipité sur l'os du référendum, le PCF se précipitait sur le mou des élections générales que lui jetait le pouvoir aux abois. On allait vider la querelle par les urnes. Ce qui implique évidemment le retour à l'ordre. Il suffisait d'y penser...

4. « Tout était-il possible ? »

Est-ce parce que ce régime est né des « 13 complots du 13 mai » ? La conjuration adverse est le grand principe explicatif auquel se réfèrent les protagonistes involontaires de Mai-Juin : les gaullistes dénoncent le « complot communiste », la préparation insidieuse d'un « coup de Prague à Paris », alors qu'ils savent mieux que quiconque que le PCF n'a ménagé aucun effort pour revenir promptement à la « légalité républicaine ». Les communistes dénoncent pour faire bonne mesure, le « complot » gaulliste, ignoble machination visant à pousser le PCF dans le « piège » de l'épreuve de force armée et écraser ainsi la classe ouvrière pour 30 ans... Les uns et les autres stigmatisent le « complot » gauchiste international, sans s'entendre toutefois sur le chef d'orchestre : les Cubains — déjà — d'après Marcellin ; Marcellin lui-même selon Georges Marchais...

Le raisonnement du PCF est exemplaire, dans son classicisme : En Mai-Juin 68, les conditions d'une conquête du pouvoir par la classe ouvrière ne sont pas réunies. L'armée, la police, sont du côté du pouvoir gaulliste. L'immense masse du peuple est absolument hostile

à la guerre civile*. Elle se bat pour l'amélioration de ses conditions de vie et de travail, pas pour la destruction violente du capitalisme. Pousser la grève à l'épreuve de force, c'est-à-dire dans le contexte, marcher à l'insurrection armée, c'est aller à coup sûr au devant d'une défaite historique dont les travailleurs mettront des décennies à se relever. Puisqu'il n'existe pas de solution politique de rechange — en l'absence d'une Union de la gauche sur un programme commun de gouvernement — tout ce qui est possible, c'est d'obtenir satisfaction des revendications essentielles et faire progresser l'union des « forces démocratiques et de progrès ».

Pour la direction du PCF la seule alternative réside entre conquêtes salariales ou insurrection armée. Et comme la voie insurrectionnelle est suicidaire pour le mouvement ouvrier, ceux qui ne se résignent pas à limiter les objectifs du mouvement à des conquêtes salariales sont des agents — « objectifs » ou stipendiés — de la bourgeoisie.

Cette problématique à la vie dure. On la retrouve encore sous la plume non conformiste de Jean Rony : *« Je continue à penser, écrit-il dans un livre au demeurant plein d'intérêt, que le pouvoir n'était pas à ramasser en Mai 68 et qu'il n'existait pas en France de situation révolutionnaire au sens classique, celui qui résulte de la fameuse définition de Lénine. Le malheur c'est que les gauchistes d'un côté, nous de l'autre, étions convaincus de la validité universelle et intemporelle de cette définition de Lénine. Notre divergence ne portait que sur sa mise en relation avec ce qui se passait en France. Nous disions « non, nous n'y sommes pas », ils disaient « oui, on y est en plein ». Les uns et les autres faisons fonctionner le modèle issu de la Révolution russe. »*¹⁷

Malheureusement, l'alternative que nous opposions au Parti communiste et à la CGT n'était en rien de type insurrectionnel : nous ne propositions pas l'occupation des ministères, des préfectures, de l'Elysée ; la prise d'assaut des commissariats, des casernes, des arsenaux ; l'armement général du peuple en vue de l'explication finale. Nous ne rêvions pas de la prise du Palais d'hiver, comme affectent de le croire les dirigeants du PC. Qu'ils produisent un seul texte, un seul tract, une seule déclaration s'inscrivant, même de loin, dans une ligne de transformation à court terme de la grève générale en insurrection armée !

La divergence est ailleurs.

La grève de Mai-Juin 1968 ne pouvait pas déboucher, en quelques mois, sur une Révolution socialiste. Dans les pays capita-

*Comme l'attestent d'ailleurs les résultats électoraux de juin.

listes avancés, une telle révolution ne peut advenir qu'au point culminant de toute une phase de lutte de classe d'un très haut niveau, au cours de laquelle (et par laquelle) les travailleurs s'émancipent du joug de l'idéologie dominante, confortent et diffusent leurs aspirations socialistes, se dégagent, au moins partiellement de l'emprise réformiste... toutes choses absolument manquantes en Mai-Juin 68.

Mai si la grève générale ne pouvait pas déboucher sur la « démocratie des conseils », elle pouvait, précisément, ouvrir cette phase prolongée de lutte de grande envergure au cours de laquelle se forment les préconditions de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Aucune fatalité ne la condamnait à avorter de la chambre « bleu-CRS » de juin 1968.

Qu'est-ce qui était possible en Mai, puisque nous excluons une « insurrection d'octobre » ? Qu'est-ce qu'auraient pu et dû faire un Parti communiste, une CGT révolutionnaires ?

En premier lieu, ils auraient pu promouvoir dans toutes les entreprises en grève ce que les dirigeants ouvriers de Lip ont réalisé au cours de leur lutte, à savoir une grève active, s'efforçant d'impliquer personnellement le maximum de travailleurs, transformant les entreprises en lieux d'intense vie politique, d'école du socialisme. Au lieu d'inciter les « inorganisés » à rester chez eux, de tuer le temps des autres a grands coups de concours de belote ou de pétanque, ils auraient pu s'emparer des *livres de compte*, des documents patronaux et entreprendre le procès public de la gestion capitaliste de l'entreprise, de l'organisation capitaliste du travail.

Ils auraient pu s'interroger collectivement avec les travailleurs, sur une autre organisation du travail possible, moins oppressante ; sur d'autres rapports sociaux à substituer aux rapports capitalistes ; voire sur d'autres productions socialement plus utiles, moins voraces en matière première et en travail humain, moins polluantes.

Ils auraient pu remettre en marche la production pour la grève et sous contrôle des grévistes, afin que la population ne souffre pas de la paralysie économique.

Ils auraient pu encore, prolonger ce mouvement hors des entreprises dans les localités, en instituant des « conseils de zone », comme cela s'est fait en Italie, regroupant les délégués des conseils d'usine et des autres secteurs en lutte de la population : étudiants, lycéens, ménagères, chômeurs, véritables creusets de l'alliance populaire, instruisant le procès de l'administration locale, mobilisant l'intérêt des travailleurs sur les problèmes du « cadre de vie ».

Ils auraient dû, pour tout cela, promouvoir l'organisation la plus démocratique possible du mouvement : la souveraineté de l'Assemblée

générale des travailleurs, se dotant d'un exécutif — le comité de grève — et de commissions spécialisées, etc.

Une telle pratique de lutte aurait eu sur le développement de la conscience politique de la classe ouvrière, le même effet que la pratique des Lips a eu sur le développement de leurs conceptions, attitudes, aspirations. Qui aurait cru, en 1972, que les Lips allaient soutenir la lutte exemplaire et prolongée que l'on sait ? Dans leur grande majorité, ces travailleurs étaient catholiques pratiquants, électeurs gaullistes, et « aristocrates ouvriers ». Qu'on se souvienne de leur fureur lorsqu'il fut un moment question d'en reclasser un certain nombre chez Kelton, ce fabricant pour drugstore ! Quelques mois d'une grève axée sur le contrôle ouvrier ont suffi à rendre ces travailleurs méconnaissables.

Le même bond en avant de la conscience de classe aurait pu se produire à l'échelle nationale, si les directions ouvrières, ou même une fraction significative d'entre elles, avaient mis en œuvre une véritable stratégie de transition au socialisme.

Utopie ? Mais pourquoi ce qui était possible dans quelques entreprises serait irréaliste à l'échelle nationale, sinon parce que manquait la volonté politique ?

Aventurisme ? En quoi la mise en œuvre systématique du contrôle ouvrier constitue-t-elle une aventure, lorsqu'elle prend appui sur un mouvement gréviste de 10 millions de salariés ?

L'organisation systématique des masses pour le contrôle sur les décisions qui les concernent, pour la prise en main de leurs propres affaires, aurait profondément modifié le rapport des forces entre les classes au profit du salariat. Elle aurait comblé le vide politique, effacé l'impression de pur chaos produit par une grève générale privée de perspectives.

Elle aurait rendu difficile, sinon impossible, la contre-offensive gaulliste du 30 mai : 10 millions de travailleurs, mobilisés unitairement à la base dans les localités et les entreprises, débattant des modalités et des finalités de la production en vue de changer leur vie de travail (et hors travail), auraient reçu la diversion électorale sinon avec les mêmes sarcasmes que l'annonce du référendum-plébiscite du 24 mai du moins dans des conditions telles qu'une victoire électorale des partis ouvriers eut été possible.

Une telle issue aurait été d'autant plus probable que les comités de grèves et les comités locaux seraient parvenus à un plus haut degré de coordination et de centralisation.

L'existence d'un Comité central de grève, démocratiquement élu par les comités de grève régionaux, et donc parfaitement représentatif

du mouvement, aurait donné corps à cette alternative politique au pouvoir établi, qui a fait si cruellement défaut en Mai-Juin. Un tel comité eut été habilité à substituer un gouvernement provisoire au pouvoir failli du général de Gaulle, gouvernement des partis ouvriers, qui certes eut appelé le pays aux urnes, mais dans des conditions infiniment plus favorables que sous le gouvernement Pompidou restauré.

L'inconsistance politique totale de la gauche réformatrice a au contraire donné à la grève l'apparence d'un pur chaos, d'un désordre inouï, prêtant ainsi le flanc à la campagne gaulliste contre le « coup totalitaire », et assurant la victoire électorale de la réaction. Bien sûr, un gouvernement provisoire présidé par Mendès ou Mitterrand aurait cherché à sa façon à rétablir l'ordre capitaliste. Mais il aurait été autrement tributaire des mouvements sociaux, dont son avènement même aurait démultiplié la force. L'intensité, l'ampleur, les enjeux de la lutte des classes se seraient situés à un tout autre niveau. En langage pseudo-gramscien (pour la gauche eurocommuniste) : l'explosion de Mai aurait pu ouvrir un processus de désagrégation de l'hégémonie bourgeoise, telle qu'elle s'exerçait depuis les années cinquante ; de décomposition des alliances de classe du grand capital ; de mise en crise de ses appareils d'Etat, idéologiques et coercitifs ; elle aurait pu inversement induire un processus d'affirmation de l'hégémonie ouvrière, de consolidation du bloc d'alliance prolétarien, de pénétration des institutions par le mouvement ouvrier. Elle aurait ainsi considérablement haussé le niveau des luttes de classe dans le pays et, par voie de conséquences, le niveau de conscience politique, d'aspirations socialistes, d'organisation autonome des travailleurs, créant ainsi à la longue, les conditions d'une conquête révolutionnaire du pouvoir.

Telle est la voie à laquelle le PCF a délibérément tourné le dos. Au nom d'une stratégie étroitement électoraliste dont on a vu les brillants résultats, tant en juin 1968 qu'en mars 1978.

On fera mieux la prochaine fois

En Mai 68, les marxistes révolutionnaires étaient bien trop faibles pour influencer de l'intérieur sur le cours de la grève générale. On en comptait quelques dizaines dans les entreprises, quelques centaines dans les facultés. Ils ne constituaient en aucune manière un pôle capable de promouvoir une autre pratique de lutte dans les entreprises, en rupture avec la pratique réformatrice.

Alliée aux anarcho-communistes de Daniel Cohn-Bendit, aux syndicalistes révolutionnaires du MAU¹⁸, aux étudiants socialistes unifiés, la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) avait su faire jouer au mouvement étudiant son rôle de détonateur, malgré le travail de sape de l'UEC et, sur un autre registre, de l'UJCml et de l'OCI¹⁹.

Elle était rigoureusement incapable, même en étendant ses alliances, de faire passer dans la pratique sa conception de la grève ouvrière. La confrontation entre stratégies réformistes et stratégie révolutionnaire devait, en conséquence, rester largement désincarnée, propagandiste.

Il n'en sera plus de même lors des prochaines explosions généralisées de lutte. La recomposition de mouvement ouvrier a fait du chemin depuis dix ans, plus lentement que nous ne l'avions prévu et souhaité, mais tout de même : des noyaux révolutionnaires, plus ou moins fermement organisés, plus ou moins solidement insérés dans le mouvement syndical, existent désormais dans toutes les grandes entreprises.

Ils embrayent sur une avant-garde ouvrière diffuse, qui dresse progressivement le bilan de la décennie : Mai 68, Prague 68, septembre-mars 78... Non seulement le monopole réformiste sur la classe ouvrière est brisé, mais les rapports entre les masses et les appareils réformistes se sont sensiblement détériorés et, au sein de chaque grande organisation réformiste, un processus de différenciation politique se fait jour.

Lors de la prochaine crise sociale d'envergure du capitalisme français, les révolutionnaires seront à même de combattre la politique des réformistes dans les entreprises et les syndicats, de lui opposer une orientation alternative. Ils seront à même, au moins partiellement, localement, de faire faire aux masses l'expérience de la justesse de leurs mots d'ordre et de leurs formes d'action. Ils seront à même, certes dans un rapport de force initialement très difficile, et donc à travers une confrontation nécessairement prolongée, de disputer dans les faits la direction du mouvement aux appareils réformistes. Dans cette confrontation, ils obtiendront des résultats d'autant meilleurs qu'ils auront préalablement mieux diffusé leur ligne de contrôle ouvrier et d'auto-organisation des masses.

L'expérience d'une crise potentiellement révolutionnaire, marquée pour la première fois depuis un demi-siècle par une réelle lutte « entre les deux lignes », sera décisive, qu'elle qu'en soit l'issue, pour l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire en Europe occidentale.

Révolution du troisième type

Malgré le retournement de tendance économique survenu à la fin des années soixante, l'entrée du capitalisme avancé dans une nouvelle période de stagnation longue, aggravant toutes ses contradictions, il semble toujours exclu que les crises pré-révolutionnaires à venir, soient des crises d'effondrement de l'économie ou/et de l'Etat. Ce seront des crises de type 1936 ou 1968, non de type 1918, 1929 ou 1945. Constatation apparemment de bon sens, qui fera sans doute l'unanimité, mais dont il faut bien tirer les conséquences. En particulier, si on admet que ces crises ne seront pas des crises d'effondrement de l'Etat ou de l'économie, il ne faudra pas se comporter comme si elles l'étaient : les révolutionnaires ne pourront pas faire abstraction du fait que l'Etat bourgeois ne connaît pas un processus spontané de décomposition rapide (définition même d'une crise d'effondrement de l'Etat) ; que sa désagrégation n'est pas un acquis, mais une tâche fondamentale du mouvement ; que cette désagrégation ne concerne pas un édifice branlant ou en ruines, mais un appareil solide, flexible, pour l'essentiel intact, malgré la paralysie que lui impose la grève ; que cette désagrégation, donc, suppose des pratiques, une tactique, des rythmes substantiellement différents de ceux qui suffisent à venir à bout d'une crise d'effondrement.

Il est infiniment improbable, par exemple, qu'une crise potentiellement révolutionnaire du type de 1936 ou 1968 en France, débouche à court terme sur la conquête révolutionnaire du pouvoir, même s'il existait à côté des grands partis réformistes un parti ouvrier révolutionnaire aussi influent que le Parti bolchévique en février 1917. Dans ce cas, une telle crise ouvrirait une période révolutionnaire, couvrant plusieurs années, période d'intenses luttes de classes, de modifications en « dents de scie » des rapports de force entre bourgeoisie et prolétariat, de recomposition du mouvement ouvrier, dont l'aboutissement seulement permettrait la conquête du pouvoir. C'est le « noyau rationnel » des thèses « eurocommunistes de gauche » sur la révolution en Occident comme processus prolongé. Il est vrai que la puissance, la souplesse, la sophistication de la domination capitaliste dans ces pays imposent au mouvement ouvrier un long travail d'usure, de désarticulation, d'affaiblissement du dispositif bourgeois comme pré-condition à la conquête révolutionnaire du pouvoir. Encore faut-il bien considérer cette « guerre de position » comme une préparation à l'assaut, non comme une fin en soi. Ce qu'omettent en général les eurocommunistes, contrairement à Gramsci.

Parler de typologie des crises révolutionnaires, c'est admettre encore qu'il n'existe pas *un* modèle universel de conquête du pouvoir, mais divers types de processus révolutionnaires, réellement distincts. C'est souligner aussi les limites de la fameuse définition — au demeurant purement descriptive de Lénine : il y a une crise révolutionnaire quand ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme précédemment, et que ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme précédemment, etc. Il est clair que le contenu concret de cette formule n'est pas le même selon qu'il s'agit d'une crise d'effondrement de l'économie ou de l'Etat, ou bien d'une crise socio-politique suraiguë de type 1936 ou 1968. Dans le premier cas — dont l'exemple manifestement inspire Lénine — le non-pouvoir de ceux d'en haut renvoie à un début de décomposition des appareils d'Etat, en particulier les appareils coercitifs (cf. Portugal 1975) ; le non-vouloir de ceux d'en bas se matérialise dans un mouvement d'auto-organisation des masses, de type conseilliste.

Dans le second cas, le non-pouvoir de ceux d'en haut ne renvoie qu'à la paralysie temporaire de l'appareil d'Etat, demeuré pour l'essentiel intact ; le non-vouloir de ceux d'en bas se manifeste par leur exceptionnelle combativité, mais ne débouche pas spontanément et à court terme sur l'organisation d'un pouvoir alternatif.

D'où l'importance décisive, dans les processus révolutionnaires s'articulant sur ce type de crise, de l'intervention consciente du parti révolutionnaire. Cette intervention capitale sera d'autant plus efficace que les marxistes révolutionnaires sauront mieux écarter les schémas pré-établis, pour penser la spécificité, l'originalité profonde du processus de transition au socialisme dans les pays capitalistes avancés.

Henri Weber
Mars 1978

NOTES

1. « *J'ai vécu ces semaines dans une indignation qui dépasse toutes les indignations que j'ai éprouvées au cours de mon existence.* » Raymond Aron, *la Révolution introuvable*, p. 26.
2. *Avant-garde jeunesse*, février-mars 1968, n° 6.
3. Ernest Mandel : « Une stratégie pour l'Europe occidentale », in *Revue internationale du socialisme*, n° 9.
4. Thèses du congrès de réunification de la IV^e Internationale (1963). Texte de référence politique pour la Jeunesse communiste révolutionnaire (adopté à son 1^{er} congrès, Paris, 24, 25, 26, 27 mars 1967) : Thèse VIII ; « La classe ouvrière

- des pays capitalistes avancés reste disponible pour la lutte révolutionnaire » : « Les crises du système capitaliste n'ont pas manqué en période de pleine expansion. Elles seront plus longues et plus graves dans le cadre d'un capitalisme stagnant. » (p. 42). « Il est peu probable que l'Europe capitaliste connaisse dans les années à venir des crises de la gravité de 1918, 1929, 1945-1947. Mais il est prévisible par contre qu'elle traversera des situations socio-politiques analogues à celle de 1936... »
5. Jean-Marie Vincent, Denis Berger, Henri Weber : *la V^e République à bout de souffle*, pp. 58-59.
 6. Claude Lefort : « Le désordre nouveau », *la Brèche*, Fayard, p. 54.
 7. Alain Touraine : *Le Mouvement de Mai, ou le communisme utopique*, Le Seuil, p. 55.
 8. Edgar Morin : « La Commune étudiante », in *la Brèche*, éd. Fayard, p. 143.
 9. Pierre Goldman : *Souvenirs obscurs...*, Le Seuil.
 10. Régis Debray : *Les Rendez-vous manqués*, Le Seuil, p. 124.
 11. Cf. l'usine EDF de Cheviré, la raffinerie Antar de Donges, la CSF d'Issy-les-Moulineaux, la Thomson de Bagnoux, Hispano-Suiza, Rhône-Poulenc de Vitry, la CSF Brest, Massey-Ferguson, Pechiney, CEA, etc.
 12. *La Révolution introuvable*, op. cit., p. 97.
 13. Rien qui ne ressemble toutefois à un processus de décomposition de type Portugal 1975. L'appareil d'Etat n'embraye plus sur la société, il ne se désagrège pas. C'est la limite de la crise de sommet.
 14. Cf. Tournoux, *le Mois de mai du général*, pp. 241-242.
 15. *Ibid.*, p. 251.
 16. *Ibid.*, p. 246.
 17. Jean Rony : *30 ans de Parti*, éd. Bourgeois, p. 114.
 18. Mouvement d'action universitaire, animé notamment par Brice Lalonde, Péninou, Bouguereau, Kravetz...
 19. Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (maoïstes) ; Organisation communiste internationaliste (trotskiste), le seul groupe d'extrême gauche à ne pas être dissous le 11 juin 1968, en raison de sa bonne conduite.